

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

ARMAND LIÉGEARD

Les finances aux États-Unis

Journal de la société statistique de Paris, tome 16 (1875), p. 305-306

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1875__16__305_0

© Société de statistique de Paris, 1875, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/legal.php>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

VI.

LES FINANCES AUX ÉTATS-UNIS (1).

Dans les pays qui sont soumis à la centralisation administrative, c'est l'État qui supporte la plus grande partie des charges publiques; dans ceux, au contraire, où les communes jouissent du *self-government*, comme aux États-Unis, ces charges incombent surtout aux communes. Le budget de l'Union était très-faible, il y a une vingtaine d'années; il ne s'élevait qu'à 140 millions de francs en 1841, à 180 millions en 1845 et à 360 millions en 1849. Il se monte aujourd'hui à 2,115 millions, énorme augmentation dont il faut rendre la guerre de sécession seule responsable.

Mais si le budget de l'État est en général très-restreint, celui des communes atteint un chiffre considérable, et, en définitive, le citoyen américain paie actuellement une quote-part très-élevée; ainsi, en 1872, d'après les calculs de M. David, Wells, chaque tête de population payait 71 fr. 75 c. dans le Massachussets et 58 fr. dans l'État de New-York.

Il y a deux ans, les dépenses des États, des districts et des communes étaient de 1,390 millions; en 1874, elles avaient atteint 1,976,400,000 fr. ainsi répartis :

États	487,500,000 fr.
Districts	541,400,000
Villes, etc.	947,500,000
	1,976,400,000

Cette somme, qui dépasse le budget de l'Angleterre pour l'année financière 1874-1875(2) de plus de 200 millions de francs, provient des impôts [directs et indirects, des emprunts, des ventes de domaines publics, etc.

Les fonds des États ont été employés de la manière suivante :

Gouvernement, législation, édifices publics	65,875,000 fr.
Administration publique, administration des prisons	51,075,000
Assistance publique	33,400,000
Instruction publique	48,900,000
Service de l'intérêt de la dette publique	119,325,000
Objets divers	127,350,000

Nous n'insisterons que sur deux chiffres, ceux de l'assistance et de l'instruction publiques, chiffres qui font le plus grand honneur à la philanthropie américaine, surtout si l'on remarque qu'ils sont encore bien plus élevés dans la réalité. Ainsi l'on estime à 432,000,000 fr. la somme totale annuelle dépensée aux États-Unis pour l'instruction publique.

Les documents américains ne permettent pas d'indiquer le détail des dépenses faites par les districts (*counties*), ces dépenses se réfèrent principalement à l'établissement et à l'entretien des voies de transport, ponts, etc., à la justice, à la police, et, dans les districts du sud qui ont plus d'autonomie, les dépenses qui incombent ordinairement aux États.

Les budgets communaux des villes, etc., sont relativement très-élevés. Ce fait, qui

(1) *Zeitschrift des Königlich preussischen statistischen Bureau's*, 1874. Heft IV.
 (2) Ce budget était de 1,775,562,200 fr.

ressort du simple examen du chiffre total de leurs dépenses (947,500,000 fr.), frappe encore bien davantage quand on examine le budget de chaque ville en particulier. Ainsi les revenus de Boston, ville de 500,000 âmes, ont été de 42,500,000 fr. en 1870 et ses dépenses de 67,500,000 fr., sans compter les sommes employées à l'amortissement. Londres qui a seize fois plus d'habitants n'a qu'un budget quatre fois plus élevé que celui de Boston. — Philadelphie avait, en 1873, un budget de 48,190,000 fr., qui, d'après les dépenses prévues, devait s'élever bientôt à 87,500,000 fr. — Les données manquent malheureusement pour la ville de New-York. Si l'on songe que des administrateurs infidèles ont pu détourner des centaines de millions pendant une longue série d'années, on pourra se faire une idée de l'importance du budget de cette ville.

Ces énormes dépenses communales sont couvertes, d'abord par l'impôt foncier qui, dans certains États, est abandonné en totalité et, dans d'autres, en partie seulement, aux communes; puis par divers autres impôts que l'administration des finances de l'Union répartit entre les États et ceux-ci entre les communes; enfin par les recettes communales comprenant les patentes, l'impôt perçu sur les dividendes des chemins de fer et des sociétés par actions, etc.; ces dernières formant à peu près le quart du revenu total des communes.

La balance des budgets des districts et des communes n'a pas toujours lieu. Pour combler ce déficit, il faut avoir recours à de nouveaux emprunts. Aussi, à mesure que croissent les dettes de l'Union, les dettes locales subissent aussi une augmentation considérable. Voici quelles étaient ces dernières en 1869-1870 :

Dettes des États	286,000,000 fr.
— des districts	776,237,500
— des villes, etc.	1,367,700,000
Total	<u>2,429,938,500</u>

Ces mêmes dettes ont atteint en 1874, les totaux ci-après :

Dettes des États	351,562,500 fr.
— des districts	937,500,000
— des villes, etc.	2,053,125,000
Total	<u>3,342,187,500</u>

L'aggravation des dettes doit être d'autant plus lourde qu'elle porte surtout sur de petites divisions administratives.

Un tel résultat ne saurait donner absolument raison à ceux qui vantent tant le système financier des États-Unis. Mais il ne faudrait pas tomber dans l'excès inverse et regarder ce système comme péchant par la base et devant conduire fatalement à l'abîme. Sans doute les finances de New-York ont été abandonnées, pendant longtemps, à des mains indignes, et cela avec une impardonnable légèreté; sans doute aussi le système de l'imposition locale, ainsi que cela a été dit au sein de la commission nommée pour préparer la réforme financière de New-York, est le plus défectueux des systèmes tant au point de vue théorique qu'au point de vue pratique. Mais il ne faut pas oublier, d'autre part, que cette augmentation des dettes a été accompagnée d'une activité extraordinaire dans la création de nouvelles voies de transport et d'une foule d'entreprises d'utilité publique, et que les sommes exigées pour l'amortissement et le service de la dette par la guerre de sécession grèvent provisoirement et d'une manière extraordinaire les budgets des États, des districts et des communes.

Armand LIÉGARD.